

Questions orales

M. Johnston: Monsieur le Président, ce n'est pas une réponse sérieuse, à mon avis.

LE BUT DE LA RÉUNION

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Il n'en demeure pas moins que, selon les porte-paroles du cabinet du ministre, le budget est déjà en grande partie imprimé. Avons-nous affaire à un autre simulacre comme celui auquel s'est livré le secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Si la réunion ne visait pas à discuter du contenu du budget, quel en était le but? Pourquoi le ministre tiendrait-il une réunion précisément à ce moment-ci?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le budget n'est pas imprimé. Au départ cette réunion devait avoir lieu en janvier ou février. Nous devons nous entretenir avec un groupe qui a été créé en 1975 par le chef de l'opposition. Elle s'inscrivait dans le cadre d'entretiens qui se déroulent avec d'anciens ministres des Finances depuis cette époque. La seule fois où ces entretiens n'ont pas eu lieu, c'est en 1982 et en 1983, lorsque le ministre des Finances de l'époque a refusé de discuter de cette question.

* * *

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

L'ENGAGEMENT NATIONAL—LA PROMESSE ÉLECTORALE

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. En juin 1984, le guide de campagne du parti progressiste conservateur, qui contenait les promesses des élections de 1984, disait:

Un gouvernement progressiste conservateur rattrapera le terrain que le Canada a perdu en matière de recherche et de développement en:

Doubleant les fonds consacrés à la R&D, qui passeraient de 1.3 p. 100 du produit national brut (PNB) à 2.5 p. 100 du PNB pendant les quatre premières années où nous serons au pouvoir.

Plus tôt cette semaine, le ministre disait:

Nous ne pouvons pas promettre que nous atteindrons 2.5 p. 100 d'ici 1990.

Monsieur le Président, quand doit-on prendre les promesses au sérieux? Le ministre admettra-t-il que le gouvernement a abandonné la promesse qu'il avait faite pendant la campagne électorale de doubler la R&D pendant les quatre premières années d'exercice du pouvoir?

L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, comme d'habitude, la version NPD d'un engagement politique, c'est que le secteur public promette de distribuer les ressources publiques sans compter pour parvenir à un objectif.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: C'est vous qui avez promis.

M. Siddon: Monsieur le Président, j'aimerais un peu de tolérance de la part de l'opposition, si elle veut une réponse.

Le gouvernement reste résolu à parvenir à un certain niveau de dépenses, dans le domaine de la recherche et du développement, équivalent à celui de nos principaux concurrents industriels. J'ai bon espoir que nous pourrions atteindre cet objectif.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, en juin 1984, il y a moins d'un an, conformément à l'avis du critique en matière de sciences et de technologie, le ministre actuel et le parti progressiste conservateur ont déclaré formellement qu'on atteindrait les 2.5 p. 100 dans les quatre premières années, c'est-à-dire d'ici 1988. Cette promesse tient-elle encore ou le gouvernement l'a-t-il abandonnée, compromettant ainsi l'avenir économique du Canada?

L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, le député m'attribue des paroles que je n'ai jamais prononcées.

Des voix: Oh, oh!

M. Siddon: Dans la question, les paroles exactes n'étaient pas citées. De fait, le gouvernement se propose de hausser l'investissement du Canada, dans le secteur public comme dans le secteur privé, à un niveau comparable à celui de nos principaux concurrents industriels. On espère y arriver dans les cinq prochaines années. Toutefois, cet objectif ultime sera atteint en temps voulu.

* * *

L'INDUSTRIE

LES EMPLOYÉS DES MAGASINS DOMINION DE L'ONTARIO

M. Reg Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Quatre-vingt-treize magasins de la chaîne Dominion ont été vendus à la chaîne A&P, et beaucoup d'employés des magasins restants dans certaines villes ontariennes telle Scarborough craignent que leur avenir soit incertain. Quelle mesure le gouvernement du Canada peut-il prendre pour donner à ces employés l'assurance qu'ils seront traités équitablement si d'autres magasins sont vendus ou fermés par cette compagnie constituée en société en vertu d'une loi fédérale?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, cette affaire relève fondamentalement de la compétence provinciale. Au moment de l'acquisition d'un certain nombre de magasins par la chaîne A&P, nous nous sommes beaucoup préoccupés de préserver les emplois. Autant que je me souviens, plus de 7,000 emplois ont été préservés. Nous nous préoccupons naturellement des emplois dans les magasins restants. Je prendrai note de la question du député pour vérifier et m'assurer que ces employés n'ont pas vraiment lieu de craindre de perdre leur emploi actuel.